



CAP – Idep 3 fin de carrière des 14 et 15 décembre 2009

Monsieur le Président,

A quelques jours des fêtes de fin d'année, comment ne pas aborder les conséquences sociales de la crise économique et financière actuelle. Les agents de la DGFIP comme l'immense majorité des salariés du public et du privé sont confrontés à des fins de mois de plus en plus difficiles.

La question de l'emploi est aussi au cœur des problématiques sociales, et force est de constater que nombre d'entreprises recourent par opportunisme à la solution du licenciement pour sauvegarder avant tout l'intérêt des actionnaires. De son côté, le gouvernement impose aux services publics une réduction massive des emplois publics.

Le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux nous est présenté comme le seul remède possible à la dérive des déficits publics. L'Union SNUI SUD Trésor Solidaires, réaffirme qu'il y a d'autres alternatives possibles, mais tout est alors question de choix. Professionnellement les agents de la DGFIP constatent que la politique fiscale actuelle concourt à appauvrir les recettes de l'Etat et renforce les injustices fiscales et donc sociales. Faute de moyen budgétaire, le service public est mis à mal et son affaiblissement contribue à renforcer les disparités sociales. Les prérogatives de la puissance publique en matière de contrôle, que ce soit en matière de concurrence, de fiscalité, de protection du consommateur, ..., se réduisent. La qualité du service public envers les particuliers, les professionnels, les collectivités locales se délite au fur et à mesure des réformes et des suppressions d'emplois. Les mobilisations actuelles autour des CTP D/S locaux démontrent le mécontentement des personnels en matière d'emploi et de conditions de travail notamment.

Alors que les feux de l'actualité se focalisent sur la grippe A, il devient évident que l'opinion publique face aux annonces d'une reprise de la croissance est désormais vaccinée. Pour l'Union SNUI SUD Trésor Solidaires, un diagnostic s'impose, le malaise social se généralise et la colère gronde à la DGFIP, le malaise social est bien réel et beaucoup d'agents s'interrogent sur l'avenir, sur leur avenir ! Si les signaux donnés par le Directeur Général se veulent rassurant, sur le terrain les pertes de repères, le mal être au travail, les crispations envers la hiérarchie se multiplient. L'Union SNUI SUD Trésor Solidaires le réaffirme ici, les agents de la DGFIP attendent que les actes remplacent les discours. C'est pourquoi, les discussions qui se tiennent actuellement sur les futurs statuts des agents de la DGFIP sont cruciales et, comme nous l'avons soulevé lors du sous groupe de travail sur les statuts du A et A+, le projet actuel de l'administration est inacceptable en l'état. Pour toutes les catégories, la DGFIP doit tracer des pistes ambitieuses, avec des avancées significatives en matière de carrière notamment. Pour la catégorie A, nos revendications sont connues, je citerai notamment le 13^{ème} échelon du A, la linéarité de carrière entre le 1^{er} et le 2^{ème} niveau du A, la reconnaissance de la technicité des inspecteurs via la notion d'expertise,...

Concernant cette CAP, les élus du SNUI constatent une baisse du nombre des inspecteurs ayant fait acte de candidature. Nous sommes en deçà de 2008 (389 en 2008, 420 en 2009 et 381 en 2010). Les explications de cette baisse sont complexes à appréhender, mais on notera deux phénomènes opposés. Il y a d'une part, des agents qui reculent leur date de départ à la retraite pour des raisons essentiellement financières. D'autre part, il y a des agents qui précipitent leur départ à la retraite car ils ne se retrouvent plus dans l'actuel paysage professionnel de la DGFIP. Ce dernier point confirme les propos que nous avons tenus lors de la commission nationale d'évocation, certains de nos collègues quittent notre administration désabusés, aigris, après pourtant une carrière exemplaire au service de l'Etat. Quel gâchis !

Nous constatons que le pré rapport à la CAP a été ultérieurement complété par la remise d'éléments statistiques essentiels à la bonne compréhension du projet. Pour l'avenir nous souhaitons disposer de ces éléments dès la sortie du projet notamment en ce qui concerne les agents non nommés. Par ailleurs nous souhaitons avoir connaissance du reclassement fictif des agents promus avant le 1^{er} janvier 2007.

Cette année, aucun agent n'a été écarté au moment du projet pour des raisons budgétaires. C'est un point très positif qui devra perdurer dans le temps. L'Union SNUI SUD Trésor Solidaires se félicite de la présence sur ce projet d'agents nommés inspecteurs avant le 1/01/2007. Mais cela ne gomme pas toutes les injustices créées par le décret 2006-1827 du 23/12/2006. L'Union SNUI SUD Trésor Solidaires attend des avancées significatives sur ce dossier du classement de B en A.

Lors de cette CAP nous reviendrons sur certains dossiers, notamment d'agents en CPA qui sont écartés au stade du projet et sur certaines situations personnelles qui méritent une attention toute particulière.

Enfin, il faudra que nous nous posions la question du pourquoi autant d'agent candidate sans déposer de demande de mise à la retraite. Est-ce un problème de compréhension du dispositif, donc du PBO ? Est-ce une volonté d'accéder au grade d'Idep sans subir les conséquences des dispositions de mise en retraite ? Une enquête auprès de ce public serait nous semble t'il nécessaire et éclairante.

L'Union SNUI SUD Trésor Solidaires remercie le bureau RH1C pour sa disponibilité et la qualité des réponses apportées.